

Mais quelle position proactive la Ville de Bruxelles adoptera-t-elle pour sortir de ce mauvais pas ? À en croire certaines déclarations, dont celles du ministre de la Région wallonne, la holding va droit vers la banqueroute ! Des études ont-elles été réalisées pour tenter de dégager des solutions ? Je n'en vois qu'une : la recapitalisation de la holding.

M. le Bourgmestre.- Une rencontre est programmée entre la Région et les bourgmestres de ses communes. Agir seuls nous mettrait dans une situation de faiblesse. Nous devons unir nos efforts pour être efficaces et faire respecter les droits qui nous ont été donnés de manière contractuelle. Monter seul à l'assaut ne résoudrait rien et j'ose dire que « l'Union fait la force »...

Questions d'actualité jointes de Mmes Razzouk, Mutyebele et Nagy, et de M. Erens sur « la propagande toutes boîtes diffusées par le Vlaams Belang »

Mme Razzouk.- Je remercie le Bourgmestre d'avoir bien voulu inscrire ma question d'actualité. J'ai l'intention d'user de toutes les opportunités qui me seront données dans ma lutte contre les discriminations, les injustices et le racisme, et pour le respect des minorités ethniques. Ma question vise principalement la propagande diffusée par le Vlaams Belang dans toutes les boîtes aux lettres de la Ville. Les préjugés raciaux ont la vie dure, dans tous les milieux.

En offrant un canif, le Vlaams Belang incite-t-il à la haine et à la violence ? Nous connaissons la réponse... La xénophobie et, surtout depuis le 11 septembre, l'islamophobie ne suffisent plus à l'extrême droite. Du côté francophone, l'habitude consiste à ne pas discuter des propos de l'extrême droite. Pourtant, l'on constate que des partis politiques normalisent des discours de cette même extrême droite. Dans tous les pays s'ouvrent des débats sur l'identité nationale, sur l'intégration considérée comme devant être une assimilation pure et dure. Devons-nous conforter les thèses des partis d'extrême droite, ou lutter

contre la culture de la peur qu'ils promeuvent et exiger qu'ils soient privés de dotation ? Des Bourgmestres recherchent une solution juridique. Heureusement, de multiples associations luttent contre l'essor de l'extrême droite, et elles doivent être soutenues. Une recherche sur ce phénomène doit être menée à l'échelon national. Surtout, arrêtons de pratiquer la politique de l'autruche.

M. le Bourgmestre.- La parole est à Mme Mutyebele.

M. Mutyebele.- Un événement s'est produit, qui m'a bouleversée et indignée : un parti politique d'extrême droite, le Vlaams Belang, a tenté un coup de publicité à consonance raciste aux dépens des minorités ethniques et de l'islam. Pour ce faire, il a inondé nos boîtes aux lettres avec son magazine de propagande. En outre, il a proposé un canif à tous ceux qui répondraient à une enquête sur l'insécurité. Moi-même étant issue d'une communauté dite minoritaire, je me suis sentie blessée par cette opération. À l'époque de la mondialisation, la multiculturalité figure parmi les plus grandes richesses de toute société qui se veut moderne. Un tel discours ne peut plus être toléré. J'ai été interpellée par plusieurs citoyens qui se sont dits choqués et apeurés par cette campagne d'incitation à la haine, à la violence, pour ne pas dire au meurtre. Au moment où la Belgique vit une crise communautaire sans précédent, ce parti qui nous a déjà habitués à des propos calomnieux, haineux et méprisants envers les minorités a, cette fois, dépassé les limites de l'acceptable. Monsieur le Bourgmestre, certains de vos homologues, qui ne peuvent se vanter, comme vous, d'avoir une majorité réellement représentative de leur commune, ont exprimé leur indignation et leur révolte face à la démarche de ce parti. Il serait bon que vous la sanctionniez, comme vous le faites s'agissant d'actes d'antisémitisme, d'homophobie ou de toute autre forme d'intolérance. Des milliers d'hommes et de femmes ont été apeurés par les menaces proférées dans ce tract. Accepterez-vous que les élus de votre majorité soient menacés dans l'exercice de leurs fonctions ? Vous joindrez-vous à vos homologues bourgmestres de Woluwe-Saint-Lambert ou d'Ixelles qui ont été en justice

contre ces gens qui se veulent démocrates, alors qu'ils ne valent pas mieux que les dictateurs que nous combattons dans le monde. Dans notre pays, l'apport des minorités a été clairement démontré. Aucun parti ne peut stigmatiser, pour quelque raison que ce soit, ces minorités ethniques ou l'islam. Ce dernier étant une religion, il n'a ni nationalité ni couleur. Je souhaite qu'une mesure exemplaire soit prise contre ces fascistes qui distribuent des armes blanches en toute impunité.

M. le Bourgmestre.- La parole est à Mme Nagy.

Mme Nagy.- Chassez le naturel, il revient au galop. Les démocrates de ce pays ont obtenu une première victoire, puisque, après avoir perdu son procès, le Vlaams Blok a dû changer de nom et modérer quelque peu son discours pour qu'il devienne « acceptable ». Mais les fondements de la pensée de ce parti sont toujours présents ! Nous les connaissons. Nous savons comme leur fonds de commerce repose sur la haine des autres. Les sondages ne lui sont pas favorables. Il se voit donc obligé de réveiller ce qui sommeille dans tous les peuples : la peur de l'autre. Même des partis démocratiques entrent dans ce jeu. Des décisions politiques récentes le démontrent. J'encourage la majorité et le Conseil à soutenir toute démarche légale visant à poursuivre ce qui, dans les textes du Vlaams Belang, peut apparaître comme des propos racistes ou xénophobes, lesquels constituent un délit. Un parti bénéficiant d'une dotation publique doit respecter les valeurs et les lois qui fondent notre démocratie. J'encourage donc le Collège à prendre toute mesure qui permettra de montrer le vrai visage de ce parti. Il est essentiel que tous ceux qui nourrissent des convictions démocratiques s'unissent dans cette démarche.

De burgemeester.- Het woord is aan de heer Erens.

De heer Erens.- Mijnheer de burgemeester, het was vandaag een debat met raadsleden die we hier haast nog nooit hebben gehoord. Het was interessant te vernemen wat ze te zeggen hebben over het vlugschrift dat iedereen blijkbaar toch in zijn brievenbus gevonden heeft.

Als grootste Nederlandstalige oppositiepartij van de stad Brussel en aangezien we toch niet in de oppositierubriek van het gemeentelijke blad komen, moet het Vlaams Belang zelf voorzien in het verspreiden van haar standpunten.

Er bestaat in onze rechtsstaat – we zijn allemaal democraten en weten wat de rechtsstaat is – gelukkig nog iets wat men de “vrijheid van meningsuiting” noemt. Die vrijheid van meningsuiting is de vrijheid van de burgers om hun meningen kenbaar te maken zonder controle vooraf door de Staat of de overheid. Het Vlaams Belang maakt inderdaad van dat recht gebruik om haar standpunt en visie op de maatschappij – sorry voor degenen die zich daaraan storen of zich daardoor gekwetst voelen – aan de bevolking te communiceren.

Er wordt in het blad inderdaad gecommuniceerd over de schepen van sport en meer bepaald over zijn aanwezigheid begin dit jaar bij de Libische leider, kolonel Kadhafi, en dat op een moment dat de Jasmijnrevolutie al aan de gang was. Er is in deze gemeenteraad zelfs een debat gevoerd over zijn aanwezigheid. Het enige wat ik daarover gedaan heb, is een relaas geven van dat feit.

Ik lees nu in de pers dat de schepen van sport een klacht met burgerlijke partijstelling gaat neerleggen omdat zou gezegd zijn dat hij “als vertegenwoordiger van buitenlandse origine onze sociale vrede onder druk zou zetten”. Dat staat echter in geen enkel blad en dat wordt ook nergens gesuggereerd. Dat is de waarheid geweld aandoen. Niemand wordt in het blad gestigmatiseerd. Enkel het beleid, of het non-beleid wordt met de vinger gewezen. Overal in Europa wordt het immigratiebeleid van de laatste dertig jaar onder de loep genomen, in Duitsland door kanselier Merkel, in Groot-Brittannië door prime minister Cameron, in Frankrijk door president Sarkozy en ook in Zwitserland, Zweden en Denemarken. Zelfs in het o zo tolerante Nederland wordt een sereen debat gevoerd over dit inderdaad explosieve onderwerp. De inhoud van het artikel in het gewraakte blad is trouwens geïnspireerd door de Nederlandse publicist en hoogleraar Paul Scheffer, een prominent lid van de Partij van de Arbeid, de socialistische broederpartij van de PS en van de sp.a.

In België is een dergelijk debat echter blijkbaar niet mogelijk. Men schiet hier liever krampachtig op de pianist in plaats van het debat aan te gaan. Men heeft liever een Vaudeville dan een vooruitgang. Dat is intriest. Men is bezig zichzelf te begraven en in te graven door niet openlijk te durven communiceren over wat wel en wat niet goed is met het immigratiebeleid van de laatste dertig jaar.

Dat is het enige wat in het blad staat. Ik lees in de pers ook dat het College van Burgemeester en Schepenen zich schaart achter de actie van schepen Mampaka. Ik heb net vernomen dat het College zich burgerlijk partij zal stellen met betrekking tot de onwaarheden in het blad. Men moet mij toch eens uitleggen wat men daarmee bedoelt.

Mijnheer de burgemeester, ik had van u toch graag vernomen wie die actie gaat bekostigen. Zal de stad Brussel, de schepenen zelf of de CDH, de partij van de heer Mampaka, hiervoor financieel opdraaien?

M. le Bourgmestre.- Je vous annonce que ce matin, le Collège a décidé, à l'unanimité, de se porter partie civile contre les informations fausses, calomnieuses et injurieuses qui ont été diffusées. Nous avons demandé à notre avocat de prendre toutes mesures nécessaires. (*Applaudissements*)

M. le Bourgmestre.- S'agissant d'une question d'actualité, nous ne sommes pas censés mener un débat. Mais, compte tenu du caractère exceptionnel de ce dossier, je cède la parole à Mme Lemesre et à M. Temiz.

Mme Lemesre.- Je souhaite exprimer le soutien du groupe MR à la volonté de la majorité de se porter partie civile. Le MR s'associera à toute mesure visant à faire respecter le cordon sanitaire.

M. Temiz.- Je remercie le Collège d'avoir pris cette initiative. À chaque échéance électorale, ce parti distribue ses tracts. Selon le règlement de police, la distribution de canifs est-elle autorisée ? Nous devons user de tous les moyens légaux pour empêcher qu'un parti puisse distribuer de tels tracts appelant à la haine raciale.

De heer Erens.- Mijnheer de burgemeester, dit moet een politiek debat zijn en

geen juridisch debat.

M. le Bourgmestre.- Je vous sou mets la proposition suivante : pour battre le fer tant qu'il est chaud, je vous propose de vous prononcer maintenant sur la proposition du Collège d'ester en justice.